



## **L'Inde et la France:**

*Un partenariat trop longtemps attendu*

*Revue de l'Inde No 1 – Octobre 2005*

L'Inde et la France auraient dû être « partenaires naturels » depuis très longtemps, mais hélas les événements tournèrent différemment. En juillet 1954, le jour où la Conférence de Genève aboutit à un accord sur l'Indochine, le Premier ministre, Pierre Mendès-France juge qu'il est temps pour la France de quitter gracieusement Pondichéry et ses autres petits Etablissements en Inde. Le transfert *de facto* s'effectue le 1<sup>er</sup> novembre de la même année.

Malheureusement, à partir de cette même année, la France s'enlise pour de longues années dans le conflit algérien ; il faut presque huit ans pour que le traité de cession de Pondicherry soit ratifié par l'Assemblée nationale. On aurait pu penser que, New Delhi ayant alors une position non-alignée, le gouvernement de Gaulle ait pu être son partenaire occidental « naturel ». Le Général ne se veut-il pas lui-même farouchement indépendant des Etats-Unis et ouvert à collaborer avec l'Union soviétique.

En septembre 1962, lors d'une réunion à Paris entre de Gaulle et Jawaharlal Nehru, le Président français exprime à son interlocuteur que la France « *n'a aucune hostilité naturelle contre le peuple russe. La France ne veut pourtant pas d'une domination russe, ni que la puissance russe serve à la domination communiste* » Le général ajoute que si le communisme vient à disparaître ou évoluer et cesse d'être tyrannique, des arrangements culturels, politiques et économiques

européens pourront se conclure de l'Atlantique à l'Oural. Nehru est pleinement d'accord.

Un mois plus tard, l'Inde passe par le plus gros traumatisme depuis son indépendance. Le 20 octobre, l'Armée chinoise de la Libération du Peuple envahit le territoire indien au nord-est dans le North East Frontier Agency et à l'ouest au Ladakh. De Gaulle prend fermement position en faveur de l'Inde. Il écrit à Nehru: « *Nous ne pouvons approuver que des revendications de frontières soient appuyées par une action militaire, d'ailleurs bien disproportionnée par rapport à l'objectif proclamé. Vous pouvez donc être assuré des sentiments de sympathie du gouvernement et du peuple français à l'égard d'un pays ami [l'Inde], dont la volonté se tourne de préférence vers une œuvre de paix et de progrès économique et social.* »

Bien qu'en 1962 il n'y a aucun traité de défense formel entre l'Inde et la France, le Président de la République offre quelques armes à l'Inde pour se défendre.

Quelques jours après le cessez-le-feu, Ali Javar Jung, ambassadeur de l'Inde en France, rencontre de Gaulle. Lorsque le diplomate lui dit que la Chine était en train de devenir rapidement un problème international, le général est complètement d'accord.

Mais de Gaulle change quelques mois plus tard son attitude à l'égard de la Chine. Non qu'il ignore que la Chine est l'agresseur dans le conflit sino-indien mais il pense maintenant que le monde sera plus sûr si le régime maoïste est reconnue par les grandes puissances.

En août 1963, il appelle son collaborateur Edgar Faure, un ancien Premier ministre qui a visité la Chine 1957 et se fait l'avocat de la reconnaissance de la Chine communiste. Faure conseille au général : « nous ne pouvons pas scotomiser 600 millions de Chinois. » De Gaulle, lui-même un maître la langue française, admet qu'il ne connaît

pas ce mot qui signifie avoir " un point aveugle psychologique", mais il décide d'envoyer Edgar Faure en Chine comme son émissaire.

En dépit des protestations des Etats-Unis, la France reconnaît la Chine communiste en janvier 1964. Edgar Faure aurait dit à de Gaulle : « *Vous avez déjà montré tellement de signes d'indépendance à l'égard des USA qu'un de plus ne changera pas grand-chose.* ».

Après cela, la Chine devient une sorte de mythe, un Eldorado pour les penseurs de la politique extérieure française et les intellectuels. Bien qu'André Malraux montre sa forte sympathie pour l'Inde durant la guerre de libération du Bengladesh en 1971, l'Inde n'a jamais qu'un second violon pour Paris. Elle n'a pas l'aura de mystère et de pouvoir de la Chine. Sans doute beaucoup se rappelaient la prophétie de Napoléon : « Quand la Chine s'éveillera, le monde tremblera ». Alain Peyrefitte un proche de de Gaulle écrit un ouvrage avec le même titre. Quoiqu'il en soit, Paris et Delhi ont longtemps gardé leur distance. L'Inde est encore le pays des castes, de l'intouchabilité et de la misère, décrite dans « la cité de la joie ». Nos « experts » et nos « académiciens » sont trop heureux de lui emboîter le pas dans ces clichés antédiluviens. De plus, la diplomatie française ne doit-elle pas faire part égale entre l'Inde et le Pakistan ? Ne faut-il pas être « impartial » ?

Je me souviens de mon premier retour en France au début des années 80. Un jour, j'entre chez un coiffeur qui me demande bientôt d'où je viens, il ne m'a pas vu dans le quartier. Lorsque je lui dit « en Inde », il me répond du tac au tac : « Comme vous avez de la chance, vous devez voir des éléphants tous les jours ! ». C'est à peu près le niveau de connaissance de l'Inde il y a 25 ans.

Trois décennies plus tard, les choses semblent en train de changer.

Le 2 septembre dernier, le Président Jacques Chirac est opéré à l'hôpital militaire du Val de Grâce pour ce que ses médecins appellent un « léger accident vasculaire » altérant sa vision. Le président tout de même doit rester toute la semaine à l'hôpital pour examen. Bien que ses assistants admettent que sa vision est encore légèrement déficiente, il quitte l'hôpital le 10 septembre. Deux jours plus tard et contre l'avis de ses médecins, Jacques Chirac trouve le temps de rencontrer le Premier ministre Manmohan Singh de passage à Paris. Suite à l'entrevue une déclaration conjointe est publiée. Elle reflète la maturité et la profondeur des relations franco-indiennes.

L'explosion des industries de l'information est un des principaux facteurs de la nouvelle image de l'Inde dans le monde. Aujourd'hui, même les experts estiment que dans ce domaine « l'Inde rayonne ». De son côté, l'Inde a souvent été obsédée par les États-Unis et a vécu une relation d'haine-amour avec ce pays. Bien qu'ils n'aient jamais soutenu l'Inde, que ce soit sur la question du Cachemire ou durant ses guerres contre le Pakistan, Delhi a persisté dans son désir d'être aimée et estimée par la plus grande puissance du monde.

Ainsi, lorsque l'Inde ose procéder aux essais nucléaires de Pokhran II dans les déserts du Rajasthan, le monde condamne la coalition gouvernementale d'Atal Bihari Vajpayee et les États-Unis sont les premiers à imposer de lourdes sanctions contre l'Inde. Néanmoins, le Ministre des Affaires étrangères, Jaswant Singh, choisit de pencher lourdement du côté américain. En revanche, la France est l'une des rares puissances à reconnaître les besoins de sécurité de l'Inde et à refuser d'appliquer des sanctions, mais cela est ignoré.

Plus récemment, lorsque que le gouvernement français offre un soutien sans condition à la candidature de l'Inde au Conseil de Sécurité de l'ONU, les diplomates indiens s'affairent à rechercher l'aide des

Etats-Unis alors que le Président Bush se refuse clairement à aider New Delhi.

Dans ce contexte, la visite de M. Manmohan Singh en France est significative à plus d'un titre : non seulement parce que les deux nations se sont engagées à renforcer et approfondir leurs relations stratégiques, mais aussi parce que la France croit en l'émergence de l'Inde comme grande puissance « dans le contexte d'une reconfiguration de l'équilibre global des puissances ».

Les deux nations expriment leur volonté de travailler ensemble sur des problèmes tels que la « lutte contre le terrorisme, [la] prévention de la prolifération des armes de destruction massive, [la] promotion d'un développement durable sur le plan économique, social et environnemental, [la] gestion efficace de la mondialisation et [la] lutte contre les pandémies. »

Le partenariat stratégique sur le plan militaire est confirmé par la commande de six sous-marins Scorpene. Quelques jours auparavant, M. Singh a annoncé la commande de quarante-trois Airbus.

L'Inde et la France décident aussi de collaborer dans les domaines scientifiques, techniques et éducatifs : le Président Chirac déclare que la France était prête à accueillir plus d'étudiants indiens dans nos universités et nos grandes écoles.

Tous ceci va dans le bon sens et représente un progrès préalable avant la visite du Président Chirac en Inde en février 2006. Le partenariat naturel entre l'Inde et la France, si longtemps retardé, semble vouloir prendre forme. On ne peut qu'espérer que l'Inde continuera à contribuer à l'émergence d'un monde multipolaire au sein duquel le génie de chaque nation pourra s'épanouir.

DECLARATION CONJOINTE DE M. JACQUES CHIRAC, PRESIDENT DE  
LA REPUBLIQUE, ET DE M. MANMOHAN SINGH, PREMIER MINISTRE  
INDIEN

(Paris, 12 septembre 2005)

Le Premier ministre Manmohan Singh et le président Jacques Chirac réaffirment aujourd'hui le partenariat stratégique entre l'Inde et la France et s'engagent à renforcer et à approfondir cette relation. La visite du Premier ministre indien, à l'invitation du président de la République, illustre l'importance que les deux pays attachent au partenariat stratégique engagé en janvier 1998. Les raisons qui plaident à cette date pour une relation étroite entre les deux pays sont encore plus pertinentes aujourd'hui, dans un contexte de reconfiguration des équilibres mondiaux dont l'émergence de l'Inde, en tant que grande puissance, en est l'un des éléments les plus significatifs.

A la veille du Sommet de haut niveau des Nations Unies, les deux dirigeants manifestent leur intention de :

- donner aux relations bilatérales déjà dynamiques entre l'Inde et la France une dimension nouvelle et les hisser sur un palier plus élevé ;
- renforcer la coopération dans la façon d'aborder les enjeux globaux et œuvrer de concert dans les domaines suivants : lutte contre le terrorisme, prévention de la prolifération des armes de destruction massive, promotion d'un développement durable sur le plan économique, social et environnemental, gestion efficace de la mondialisation et lutte contre les pandémies ;
- réaffirmer leur appui à la réforme du système des Nations unies et promouvoir une organisation plus forte, plus représentative et

mieux à même de relever les défis d'aujourd'hui liés à la paix, la sécurité et le développement dans le monde.

Le Premier ministre de l'Inde a remercié la France pour son appui constant et ferme à la candidature de l'Inde à un siège de membre permanent du Conseil de sécurité. Il a exprimé son intérêt pour les propositions de la France relatives au financement du développement et à la réforme de la gouvernance internationale de l'environnement. Conscientes des besoins énergétiques mondiaux et de la nécessité de lutter contre le réchauffement de la planète, l'Inde et la France reconnaissent la nécessité de renforcer la sécurité énergétique et de promouvoir la mise en valeur de sources d'énergie stables, durables, efficaces et économiques afin de satisfaire leurs besoins énergétiques croissants. Les deux parties s'accordent aussi à reconnaître que le nucléaire constitue une source d'énergie sûre, écologiquement viable et durable, et de la nécessité d'approfondir la coopération internationale en vue de promouvoir l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

La France reconnaît la nécessité d'une coopération internationale pleine avec l'Inde dans le domaine du nucléaire civil, et œuvrera en ce sens en collaborant avec d'autres pays et avec le Groupe des pays fournisseurs du nucléaire (NSG), et en renforçant la coopération bilatérale. La France se réjouit de l'engagement ferme pris par l'Inde d'empêcher la prolifération d'armes de destruction massive (ADM) et des mesures prises et envisagées à cette fin. Dans ce contexte, les deux pays travailleront à la conclusion d'un accord de coopération bilatérale dans le domaine du nucléaire.

S'agissant de coopération militaire, les exercices conjoints menés par nos forces armées témoignent du haut niveau de confiance qui s'est établi entre la France et l'Inde au fil des années. Afin de renforcer

davantage cette relation, les deux pays engageront des discussions en vue de finaliser très prochainement un accord cadre de coopération en matière de défense. Notre partenariat stratégique dans l'industrie de la défense vient à nouveau de s'illustrer avec la confirmation par le gouvernement de l'Inde de sa décision d'acquérir des sous-marins Scorpène.

L'Inde et la France réaffirment également leur volonté d'approfondir leur coopération spatiale. Elles se sont félicitées de la récente conclusion d'un accord-cadre entre l'Union européenne et l'Inde pour une participation de l'Inde au projet Galileo, finalisé lors du Sommet Inde-UE qui s'est tenu à New Delhi le 7 septembre.

L'Inde et la France se félicitent de la forte croissance de leurs relations économiques. Alors que l'Inde s'affirme comme une puissance économique mondiale, les deux pays s'engagent à tirer pleinement parti du potentiel de renforcement de leurs liens économiques et commerciaux, et expriment leur intention de doubler le volume de leurs échanges commerciaux bilatéraux dans les cinq années à venir. Ils s'engagent également à établir des partenariats d'entreprises dans les secteurs prioritaires suivants : infrastructure, technologie de l'information, produits pharmaceutiques, environnement, technologies de pointe et technologies nouvelles, agro-alimentaire, automobile et aéronautique. A cet égard, le gouvernement indien a confirmé l'achat de 43 Airbus par la compagnie Indian Airlines.

L'Inde et la France soulignent le dynamisme de la coopération dans les domaines de la science, de la technologie et de l'éducation. Afin de renforcer cette coopération, le président de la République a fait part de la volonté de la France d'accueillir davantage d'étudiants indiens dans les universités et grandes écoles françaises, et à mettre en oeuvre à



cet effet une politique ambitieuse de bourses d'études et de programmes d'échanges académiques.

Sur le plan culturel, une importante exposition d'œuvres datant de la période Gupta sera présentée au Grand Palais en 2007. Ce sera l'occasion de partager avec un large public français cet exceptionnel patrimoine culturel indien.

Les gouvernements indien et français accordent une haute priorité à l'échange de visites de haut niveau destinées à intensifier leurs relations bilatérales. Dans ce contexte, le président de la République française a accepté avec plaisir l'invitation du Premier ministre à se rendre en Inde du 20 au 21 février 2006./.

*(Source : site Internet de la présidence de la République)*

**PROPOS LIMINAIRES DE M. JACQUES CHIRAC, PRESIDENT DE  
LA REPUBLIQUE, A L'OCCASION DE LA VISITE DU PREMIER  
MINISTRE INDIEN, M. MANMOHAN SINGH**

(Paris, 12 septembre 2005)

C'est une joie, un privilège, d'accueillir aujourd'hui, après notre entretien à Gleneagles, le Premier ministre de l'Inde. Vous savez que, pour la France, l'Inde est un partenaire majeur du monde d'aujourd'hui. C'est la raison pour laquelle la France a toujours soutenu les positions de l'Inde, en particulier sa légitime prétention à siéger au Conseil de sécurité comme membre permanent. Il y a dix ans que la France soutient cette position et nous espérons bien qu'elle va arriver à son terme, dans le cadre de la réforme de l'ONU.

Nos entretiens porteront sur les grands problèmes internationaux, la préparation de la réunion de l'ONU dans quelques jours, les problèmes liés au terrorisme, au développement, à l'ensemble des crises qui existent, hélas, dans le monde.

Nous aurons également l'occasion de marquer notre détermination à développer considérablement nos échanges dans tous les domaines : politiques, dans le cadre d'une véritable concertation et coopération, qui dit politique dit également stratégique et en matière de défense, et nous avons également de grandes ambitions en matière économique. Et je me réjouis que le Premier ministre nous confirme aujourd'hui la décision de l'Inde concernant l'achat de six sous-marins Scorpène et de quarante-trois Airbus, ce qui, bien entendu, est un gage de confiance, d'amitié et de coopération auquel nous sommes sensibles. Dernier point, qui n'est pas le plus modeste : vous savez l'importance que la France attache à la culture indienne, le respect qu'elle a pour la culture indienne. Par conséquent, je me réjouis que nous ayons pu

mettre au point, pour le début 2007 au Grand Palais rénové, une grande exposition d'art Gupta, c'est-à-dire l'un des sommets de l'expression artistique du monde, et qui nous vient tout droit de l'Inde. Voilà les quelques observations que je voulais faire dans le cadre du début de cet entretien et je laisse la parole amicalement au Premier ministre.

Il y a enfin aussi un point très important, cela va de soi, que nous allons évoquer aujourd'hui, et qui concerne notre coopération dans le domaine énergétique, et en particulier dans le domaine de l'énergie nucléaire dans le respect, naturellement, des règles de non-prolifération. Nous avons des progrès à faire dans ce domaine et la volonté et la détermination de progresser ensemble, dans le respect des règles internationales.

Je vous remercie./.